

SITUATION SÉCURITAIRE

Embuscade terroriste sur une route nationale

Mercredi dernier, en fin de journée, des véhicules de la Gendarmerie nationale sont tombés dans une embuscade, dans la commune de Mansoura (Bordj-Bou-Arréridj), surpris dans un virage de la RN5 par un déluge de feu d'un groupe terroriste d'Al-Qaïda Maghreb. 18 morts et 6 blessés. Le même guet-apens a fait trois victimes parmi des civils de passage, dont un décès.

La veille de ce massacre, un autre véhicule du même corps a subi le même sort, à l'autre bout du pays, dans la commune de Theniet El-Had (wilaya de Tissemsilt), avec un mort et deux blessés dont un chef de brigade. Ils intervenaient à la suite de l'explosion d'une bombe à proximité d'un poste de la Garde communale qui a blessé un agent.

Le lendemain de l'attaque de Mansoura, c'est une patrouille de la police qui a été ciblée près de Béni-Douala, à Tizi-Ouzou, où deux policiers sont blessés. En fait, c'est une véritable spirale du crime terroriste, sous forme d'embuscades, qui est en train de prendre forme depuis quelques semaines, précisément depuis le début du mois de mai dernier. Et à ce rythme et à l'heure actuelle, il est à craindre qu'elle aille crescendo. De toute évidence, il semble qu'Al-Qaïda Maghreb, contrainte momentanément à renoncer aux attentats suicides et au recours aux véhicules piégés du fait d'un dispositif sécuritaire d'une efficacité certaine, a opté pour les embuscades auxquelles elle a de plus en plus recours. En choisissant avec minutie le lieu d'opération pour faire le maximum de dégâts tout en ayant la quasi-certitude de s'en tirer sans laisser de plumes, elle a l'avantage du terrain qu'elle parvient à conjuguer à l'effet de surprise.

Le pire à craindre est que chaque embuscade soit, pour elle, un moyen supplémentaire d'affiner davantage la manière de préparer et de monter la suivante. Et c'est ce qui se remarque à travers l'intervalle, de plus en plus court entre les attaques criminelles de cette nature qui est en passe de devenir des actes de routine par rapport à hier (du temps du GSPC) quand il n'était très souvent question que de bombes sur les routes secondaires, généralement en milieu forestier. Le fait que l'attaque de mercredi dernier à Mansoura ait eu lieu sur une route nationale, censée être totalement sécurisée, quasiment en plein jour, et qu'elle ait causé plus des pertes que les précédentes, est justement à mettre dans ce chapitre de l'accumulation du capital sanguinaire que procure l'expérience répétitive des embuscades contre les forces de sécurité.

Cette escalade doit impérativement être cassée car le pire, c'est quand elle aura à évoluer avec les attentats suicides vers lesquels, tôt ou tard reviendra et par n'importe quel moyen, l'organisation criminelle. Car il est évident qu'elle se doit de parachever l'agenda d'Al-Qaïda mère qui veut que soit ciblé, non seulement les forces de sécurité, mais également les hautes personnalités politiques et sécuritaires, les institutions étatiques, et les intérêts étrangers, comme cela s'est passé cette semaine en Irak, en Somalie ou au Yémen. Les dirigeants d'Al-Qaïda Maghreb savent que c'est sur ce plan qu'ils seront «notés». Et s'ils multiplient les attaques sous forme d'embuscades, quand bien même ils en tirent des satisfactions malsaines de la bête qui se lèche le sang de sa proie sur les babines, il n'en demeure pas moins que le «grand coup» reste à faire. Peut-être qu'ils n'auront pas le loisir de l'opérer à Alger dans le reste de l'Algérie, mais ce n'est pas demain la veille qu'ils vont le rayer de leur liste des priorités.

Quoique l'Algérie et sa capitale restent pour eux la cible parfaite pour démythifier la puissance de l'Etat qui a pu avoir raison de toutes les autres organisations terroristes qui ont précédé la leur. Il est même fort à parier que cette récurrence des embuscades dans différentes wilayas du pays, si elle tend à se prolonger, risque de muer comme paravent pour détourner l'attention afin de mieux tramer des actions autrement plus dramatiques.

Dans cette situation, il est quasi-mécaniquement impossible que la lutte antiterroriste puisse évoluer efficacement en s'appuyant exclusivement sur les seules forces de sécurité, elles-mêmes lourdement handicapées par l'absence totale d'une politique de communication en direction de l'opinion publique. Aucune force du potentiel énergétique de la société — et pas seulement — n'est mise à contribution. Et pourtant, il le faut. C'est incontournable.

Mohamed Issami

CARNAGE À BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

18 gendarmes et 1 civil assassinés

La population de la région de Bordj-Bou-Arréridj est encore sous le choc suite à l'attentat terroriste perpétré dans la soirée de mercredi dernier entre 19 et 20 heures et qui a porté un coup dur à un convoi de la Gendarmerie nationale.

18 gendarmes ainsi qu'un civil ont, en effet, trouvé la mort dans une embuscade qui leur a été tendue par un groupe terroriste dans la localité de Aïn-Defla à quelque 20 kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya.

Six autres gendarmes ont, par ailleurs, été blessés ainsi qu'une jeune femme âgée de 28 ans selon des témoins oculaires.

Les membres du groupe terroriste, au nombre indéterminé, selon notre source, étaient embusqués dès les premières heures de la nuit en aval de l'Oued K'saïr.

Lors de l'attaque, les membres du groupe ont utilisé un armement lourd dont des RPJ 7 pour cerner et lancer l'offensive contre les Land Rover qui traversaient le tronçon de

la RN 5, provoquant ainsi un véritable carnage. Par ailleurs, selon nos sources, les 3 à 5 véhicules de la Gendarmerie nationale ont été littéralement soufflés par les puissants engins explosifs lors de l'attaque terroriste. Le convoi de la gendarmerie, victime de l'embuscade, était en fin de mission après avoir escorté dans la journée des travailleurs d'une entreprise chinoise chargée de la réalisation de l'autoroute Est-Ouest.

Pour répondre à cet assaut, un impressionnant dispositif sécuritaire a été déployé sur les lieux, avec un soutien de deux hélicoptères dépêchés de la base de Aïn-Arnat, selon les témoins se trouvant sur les lieux. Un seul terroriste a été abattu aux environs de Oued K'saïr, selon une autre source. Devant cette

situation, les forces de l'ordre ont aussi intervenu pour bloquer la circulation et éviter l'arrivée des automobilistes sur les lieux du drame. Ils avaient emprunté à quelques kilomètres de la route, du côté d'El-M'hir, la déviation de Hammam Dhalaâ.

Durant toute la nuit de mercredi à jeudi, les habitants de la ville de Bordj-Bou-Arréridj ont assisté à un ballet ininterrompu des véhicules du renfort des forces de l'ordre et au pas-

sage des ambulances de la Protection civile qui transportaient les victimes du carnage vers l'hôpital de la ville et les cliniques privées. Jusqu'à hier, l'accès à l'hôpital Bouzidi-Lakhdar de Bordj-Bou-Arréridj était interdit par mesure de sécurité.

Par ailleurs, le trafic routier sur le tronçon de la RN 5 où a eu lieu l'attentat a été fermé à la circulation dans les heures qui ont suivi l'attaque.

Saâdène Ammara

La négligence du wali

Le carnage qui a coûté la vie à 18 gendarmes et fait six blessés a provoqué le désarroi de la population de la région qui a vécu une nuit particulièrement éprouvante.

Pour sa part et selon des témoins, le wali de Bordj-Bou-Arréridj n'a daigné se présenter à l'hôpital pour s'enquérir de la situation que vers 22 heures 45 minutes, soit plusieurs heures après le drame.

Sa tenue vestimentaire a aussi intrigué les présents qui ont déploré l'aspect négligé du responsable qui portait, rapporte-t-on une gandoura. Il était accompagné d'un député indépendant.

R. N.

Les auteurs sont-ils aussi éligibles à l'amnistie ?

Pendant que les adeptes de la réconciliation nationale donnent du gosier pour faire valoir une amnistie générale, les terroristes poursuivent leurs carnages. Mercredi, ce sont vingt (20) gendarmes qui périrent dans une l'embuscade terroriste, dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj. Alors que s'allonge dangereusement la liste des victimes du terrorisme, le pouvoir s'entête à maintenir encore, voire à étendre le bénéfice des dispositions de la charte pour la paix et la réconciliation.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)
- Les terroristes qui ont commis le carnage de ce mercredi peuvent s'insérer parmi les bénéficiaires des dispositions de la charte pour la paix et la réconciliation, tant l'application de cette loi, dont le délai de vigueur de six mois a expiré depuis longtemps, est prolongée dans le temps.

Récemment encore, le Premier ministre Ahmed Ouyahia affirmait que les portes demeuraient ouvertes devant les terroristes qui décideraient de se repentir. En cela, Ouyahia est parfaitement en phase avec Abdelaziz Belkhadem, le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République.

Les deux hommes, qui ont fini par faire cause commune autour de la réconciliation nationale, déclinent, évidemment, l'option décidée par le président Bouteflika. Ce dernier n'a eu de cesse, tout au long de sa cam-

pagne électorale pour l'élection présidentielle d'avril passé, de réitérer que la réconciliation nationale était une option irréversible et qu'il agirait dans le sens dans son approfondissement.

Le dernier article de la loi portant charte pour la paix et la réconciliation lui confère, il faut le dire, le droit de prendre toute autre mesure qu'il jugera opportune et nécessaire pour le rétablissement de la paix. Y compris la promulgation d'une amnistie générale.

D'ailleurs, il a fait cas de cette possibilité au tout début de sa campagne électorale, avant qu'il ne se ravise par la suite. Mais qu'il se soit ravisé ne signifie nullement un abandon de l'option.

L'amnistie, par le traitement réservé à certains émirs terroristes qu'il nous est donné d'observer, est déjà de mise. En effet, les dispositions de

la loi portant charte pour la paix et la réconciliation qui excluent du bénéfice de «la clémence» ceux qui ont les mains tachées de sang, les auteurs de carnages et de viols n'ont pas empêché que des chefs terroristes, comme Hassan Hattab, de jouir d'un «statut spécial». Un statut qui le soustrait à la justice.

Avec le cas Hattab et d'autres similaires, on est déjà dans l'application tacite de l'amnistie générale. C'est bien le cas, même si le Premier ministre a cru convaincre du contraire, en soutenant que, en droit, l'amnistie générale est un non-sens, un barbarisme. Ouyahia soutenait que l'amnistie ne pouvait être générale mais pour des faits. Soit.

L'amnistie, dans le cas qui nous intéresse, concerne les faits que sont les attentats terroristes. Plus clairement, l'exonération de poursuites judiciaires dont ont bénéficié des terroristes ayant fait acte de repentance est une amnistie. C'est cette même exonération de poursuites qui risque de bénéficier aussi aux terroristes ayant assassiné les 20 gendarmes à Bordj-Bou-Arréridj. La possibilité de clémence pour ces terroristes existera tant que l'Etat maintient sa politique de la main tendue.

S. A. I.